Moritz Leuenberger: De la monnaie et de la paix

Deux paradoxes me frappent dans la manifestation d'aujourd'hui.

1. Le premier, c'est que nous honorons deux grands architectes de l'Union monétaire européenne dans un pays qui, précisément, ne passe pas à l'euro et ne fait même pas partie de l'Union européenne.
Pourquoi cette remise de prix n'a-t-elle pas lieu à Bruxelles, Maastricht ou Francfort, mais à Lausanne ? Certains pourraient insinuer que ce n'est pas une médaille d'euro qui est décernée mais une médaille d'or, et que la Suisse est donc particulièrement indiquée, mais ce n'est pas la bonne réponse. Vous le savez tous : nous entretenons ici l'héritage d'un grand Européen, Jean Monnet, dont la pensée a aussi marqué les deux lauréats de ce jour. Nous sommes fiers que cet héritage spirituel soit cultivé ici à Lausanne. Et pour ce qui est de la non-appartenance de notre pays à l'Europe politique et monétaire, je vous dirai ceci : beaucoup de choses qui sont aujourd'hui réalité en Europe semblaient inconcevables il y a cinquante ans.

2. Le deuxième paradoxe qui ne peut manquer de nous frapper aujourd'hui est plus fondamental.
Nous célébrons un long et vaste travail de construction de la paix à un moment de l'histoire où règne la peur - peur des attentats terroristes, peur de la guerre, peur de ne pas pouvoir maintenir le degré d'ouverture de nos institutions démocratiques.
Les deux hommes d'Etat que nous honorons aujourd'hui, le Chancelier Helmut Schmid et le Président Valéry Giscard d'Estaing, ont donné l'exemple de la réconciliation franco-allemande. Ni la langue, ni l'origine sociale, ni l'appartenance politique n'ont pu les en empêcher. Ils croyaient à un avenir européen et pacifique de leurs patries. Par le biais du projet d'union monétaire, ces liens doivent devenir indissolubles sur le plan économique aussi. En Europe, le rêve de paix est devenu réalité.

Or, pouvons-nous encore croire au rêve d'un monde sans guerre après le 11 septembre ? Lors d'une rencontre avec des écoliers normalement insouciants, la semaine dernière à Berne, j'ai été très touché de voir qu'ils avaient manifestement peur, peur surtout du terrorisme. Pouvons-nous encore, après la tuerie du Parlement de Zoug, maintenir un contact direct entre politique et citoyens, sans précaution particulière ? Est-ce que je peux encore monter spontanément dans un tram zurichois en compagnie d'un hôte d'Etat comme le secrétaire général de l'ONU Kofi Annan, si spontanément que nous avons semé les agents de sécurité et les journalistes ? Y a-t-il des libertés que nous devons restreindre pour préserver une société ouverte ?
A l'ouverture du Forum économique de Davos, cette année, j'ai tenté d'exposer l'idée suivante : une liberté qui ne connaît pas de limites se met en danger et s'anéantit elle-même, et un ordre social et politique, s'il n'est pas protégé, mène inéluctablement au chaos. Que nous pensions au forcené de Zoug ou aux attentats terroristes de New York : à petite ou à grande échelle, dans la démocratie directe qui est celle de notre petit pays ou dans le village global de la communauté des Etats, tout confirme l'idée mise en œuvre par les fondateurs de la ECA, de l'Union européenne et de l'Union monétaire: la paix et la sécurité peuvent et doivent être organisées.
L'idée phare de l'intégration européenne, selon Jean Monnet, était que la guerre devienne " non seulement impensable, mais matériellement impossible ". Le premier pas du rapprochement européen fut la création d'une communauté du charbon et de l'acier. Ces deux ressources naturelles étaient en effet considérées comme le nerf de la guerre. Mais la monnaie peut aussi être une ressource de guerre lorsque par exemple une banque centrale met la planche à billets au service des chefs des armées. C'est pourquoi l'Union monétaire européenne constitue elle aussi une partie de la politique de paix de l'UE.
Faire de la monnaie une affaire supranationale n'était pas un but en soi dans la pensée de Jean Monnet - pas plus d'ailleurs que toutes les autres étapes de l'intégration européenne. C'était un moyen au service d'un but, celui d'atteindre à la paix en Europe.

L'argent et la monnaie sont aussi des moyens d'atteindre des buts politiques et sociaux - c'est là une opinion que j'oserais défendre même devant les directeurs des banques centrales.
La paix et la sécurité exigent des structures institutionnelles ; elles exigent aussi des structures qui permettent de poursuivre le crime selon les règles de l'Etat de droit, qu'il s'agisse d'un simple délinquant, d'un criminel de guerre ou de terroristes internationaux. Lors d'un procès équitable, un tribunal spécial de l'ONU a déjà condamné les auteurs lybiens de l'attentat de Lockerbie. Il en va de même des criminels de guerre d'ex-Yougoslavie jugés à La Haye. La communauté des Etats membres des Nations Unies s'emploie à mettre sur pied une cour pénale permanente pour juger les crimes les plus graves contre l'humanité. Tout Etat fondé sur le droit et la démocratie se devrait de participer à cette cour pénale. C'est la réponse logique de la société ouverte au terrorisme.
Mais il ne suffit pas de créer des structures. La société libérale, le lien direct entre le monde politique et les citoyens, la proximité, comme nous l'appelons, doivent avant tout être des réalités vécues. Une société libérale ne va pas de soi. Elle ne subsiste que si tous participent à son renouvellement et à son développement permanents. La société ouverte a besoin de la conscience communautaire. Tout ordre en dépend, à petite comme à grande échelle. La sécurité et la liberté, dans une société imprégnée d'une conscience communautaire, ne s'opposent pas, mais sont au contraire garantes l'une de l'autre. Sans liberté, pas de sécurité, sans sécurité pas de liberté.
Une société aussi libre et sûre est encore plus stable lorsqu'elle repose sur un système décentralisé qui est porté par tous les acteurs importants. Cela aussi est vrai à petite et à grande échelle. J'étais hier à la Conférence des parties contractantes de la COP 7 à Marrakech où nous avons constaté ceci : nous ne préserverons la Terre des bouleversements climatiques que par une coopération " omnilatérale ". Ce qui est vrai pour le climat est vrai aussi pour la paix économique et donc pour la paix mondiale.
Avec le projet d'union monétaire, ce n'est pas la première fois que l'Union européenne surprend sceptiques et détracteurs. Qui aurait osé rêver, à la fin de la Deuxième guerre mondiale, que l'Allemagne et la France, ces " rivales de toujours ", cesseraient de s'affronter dans les tranchées pour ne plus se livrer qu'à des joutes verbales autour de directives et de règlements, dans un Parlement européen élu démocratiquement ?
Qui aurait osé imaginer, lors de la guerre des Balkans, toute l'Europe réunie autour d'une table pour chercher des solutions constructives en faveur de la paix, de la prospérité et de la démocratie, sans qu'aucune des puissances européennes ne cherche à tirer un profit égoïste de la faiblesse de l'adversaire ? A quel point ce processus était difficile pour les parties impliquées, la controverse qui s'est développée en Suisse en donne une idée - alors que notre pays n'est pas membre de l'Union européenne ni de l'OTAN. Nous étions partagés sur la question de savoir s'il fallait répondre à la violence par la violence. Mais aussi engagées que soient ces discussions, elles étaient libérées du poids de la responsabilité réelle. Et je l'avoue : j'ai parfois été gagné par un vague sentiment de lâcheté, le sentiment même auquel la neutralité ne devrait jamais pouvoir être assimilée !
La mondialisation appelle des structures institutionnelles aptes à maîtriser les défis de notre temps. C'était le souci principal de Jean Monnet: quelles institutions faut-il créer pour établir la paix en Europe ? A côté de la globalisation économique, il faut une globalisation politique. L'Union européenne et l'Union monétaire sont des pas dans cette voie.
Car l'Europe est beaucoup plus qu'un marché, beaucoup plus qu'une zone monétaire. Elle représente des valeurs et un modèle de société qui reposent sur les équilibres sociaux, la démocratie, les responsabilités et les Droits de l'Homme, la protection des minorités et la liberté. Nous devons donner à ces valeurs et à ce modèle une portée globale.
Il faut trouver un équilibre entre les exigences économiques, sociales et écologiques. Aucune culture ne doit exercer son hégémonie sur d'autres cultures. Nous voulons une coexistence harmonieuse et pacifique de toutes les cultures. Les différences entre les religions ne doivent pas mener à des guerres de religion. Aucun pays de cette planète, aussi pénétré qu'il soit de l'idée de vivre dans la justice et la liberté, n'est fondé à imposer sa volonté à d'autres pays. C'est la démocratie, et non l'hégémonie, qui doit gouverner la communauté globale des Etats.
Nous devons ouvrir à nouveau des perspectives aux millions de pauvres et de personnes privées de leurs droits dans le monde, qui n'ont rien à perdre.

• Tous les enfants du monde doivent avoir accès à l'instruction.

• Il faut faire avancer le désendettement des pays les plus démunis, afin qu'ils sortent du cercle vicieux de la pauvreté.

• Il faut prendre à l'échelle mondiale des mesures efficaces pour parer aux changements climatiques.

• La lutte contre le crime organisé et le terrorisme doit être menée à tous les niveaux.

• Les responsabilités et les Droits de l'Homme ainsi que les droits des minorités doivent être respectés sans compromis.

Qu'en est-il de la Suisse ? Il est important, en premier lieu, que notre pays assume ses responsabilités mondiales à tous les niveaux.
C'est ce que nous faisons dans le cadre de la lutte contre le terrorisme et de l'assistance aux innocents - ceci, en Afghanistan, conjointement avec l'ONU. Vis-à-vis de la détresse humaine et du terrorisme, nous ne pouvons pas être neutres. De même, il n'est pas question que notre secret bancaire protège les fonds des commanditaires d'actes terroristes - et il ne le fait pas non plus. Le 3 mars prochain, j'en suis sûr, la Suisse deviendra membre à part entière de l'ONU. Nous pourrons donner ainsi un signe de notre solidarité internationale et de notre disposition à assumer notre part de responsabilité.
La Suisse a choisi son propre rythme dans le contexte européen aussi, et elle a même choisi une autre voie à une certaine époque. Son histoire monétaire en est un exemple. L'Union européenne a réalisé d'abord l'intégration économique, puis l'union politique. En Suisse, on a commencé par fonder l'Etat fédéral. Mais au sein de cette union politique régnait encore le désordre monétaire qui est devenu proverbial dans l'ancienne Confédération. En 1850, on pouvait encore payer en Suisse en centimes, en schillings, en francs, en groschens, en bluzgers, en kreutzers ou encore en batzens..
Mais cela ne signifie pas que notre pays soit l'antithèse de l'Europe. Nous voyons bien que chaque pays européen membre de l'UE est en lui-même un " Sonderfall ", un cas particulier, au même titre que la Suisse. Ainsi, le " Sonderfall " suisse redevient normalité à l'échelle européenne. Les attentats de New York, la crise de Swissair et l'accident qui a frappé l'artère de transport principale de l'Europe, dans le tunnel du Gothard, ont démontré que les problèmes du monde ou de l'Europe sont aussi nos problèmes, et que nos problèmes sont aussi ceux de l'Europe et du monde.
C'est ainsi que pourrait se résoudre tout naturellement le premier paradoxe que j'ai évoqué au début de mon discours : dans une Europe élargie aux multiples cultures, la Suisse a elle aussi sa place. Car n'oublions pas : beaucoup de choses qui sont aujourd'hui réalité en Europe semblaient inconcevables il y a cinquante ans.